



## Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

### Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Sophiane MANSOURIA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT, Isabelle TOUZARD

## **Solidarités - Délégation de Service Public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - SAEML SFMA - Tarif Général 2022 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°12578 du 30 octobre 2014, le Conseil d'Agglomération, devenu Conseil de Métropole, a confié l'exploitation des services funéraires et la gestion du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole à la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) SFMA par délégation de service public.

L'article 22 « *dispositions tarifaires* » de la convention de délégation de service public, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015, rappelle que les tarifs, pour les prestations résultant de l'application de la convention, sont définis par délibération de l'autorité délégante sur proposition du délégataire, dans la limite de l'évolution annuelle de l'indice INSEE des prix à la consommation relatifs aux services funéraires.

Sur l'évolution des tarifs relatifs au service extérieur des pompes funèbres et du crématorium, il est proposé de ne pas augmenter le tarif général 2022 :

Dans le strict respect du contrat de délégation de service public, le Conseil d'administration de la SAEML SFMA, réuni en séance du 23 novembre 2021, a donné un avis favorable pour l'application du nouveau tarif général 2022.

Au regard du niveau actuel de la tarification des prestations, des fournitures et du résultat de l'exercice 2020 de la société, pour la sixième année consécutive, il est proposé au Conseil de ne pas augmenter le tarif général 2022 des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole, exploités par la SAEML SFMA.

Sur la modification de la grille tarifaire, il est proposé d'approuver les ajustements proposés par le délégataire :

L'architecture dudit tarif a fait l'objet d'adaptations opérationnelles :

- Par la modification de libellé :
  - o Forfait de transport dans un rayon de 30 km (au lieu de 25 km) ; afin d'être en phase avec les dossiers MUTAC (contrat obsèques) ;
  - o Fourniture de cercueil de réduction en pin (au lieu du chêne) ;
- Par la suppression d'articles devenus indisponibles chez les fournisseurs :
  - o Urnes modèles RESIO, PIC SAINT LOUP et PYRAMIDE ;
  - o Symbole civil ou religieux placé sur le cercueil – gamme Argos ;
- Par la création d'une prestation de creusement pour inhumation d'urnes, en raison du développement de la crémation :
  - o Creusement et comblement concession pour inhumation urne 94,5 € TTC.

Le tarif spécifique réservé aux collectivités n'a fait l'objet d'aucun aménagement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la nouvelle grille tarifaire des services des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole, applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Nathalie LEVY, Mme Eliane LLORET, M. Bruno PATERNOT, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-  
Président**

**Signé.**

**Renaud CALVAT**

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-174735-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- TARIFS SFMA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.